



# La poste aujourd'hui



**Jean Claude VINCENT**  
Secrétaire Départemental CGT FAPT Allier

## Edito

qui a transformé la poste, d'entreprise de droit public en Société Anonyme.

*C'est dire les changements, les bouleversements profonds qui ont affectés le quotidien des postiers à leur corps défendant depuis une vingtaine d'années !*

*Il faut bien noter que le pouvoir politique n'était pas le même entre ces deux événements majeurs ; malgré tout, la CGT est toujours restée sur la même ligne de conduite, à savoir la sauvegarde d'un vrai service public et la défense de l'emploi. On peut raisonnablement penser que sans opposition claire de notre syndicat, les dégâts collatéraux de ces deux réformes auraient certainement pesés encore plus sur l'avenir de la poste.*

**M**algré tout, dans l'Allier, à l'instar du reste du pays, cela s'est traduit concrètement par des fermetures de bureaux, des réductions drastiques d'emplois, des conditions de travail détériorées, avec pour corollaire un service aux usagers qui tombe en déliquescence. L'Allier est passée de 180 bureaux en 2004 à 25 en 2010 ; c'est dire la saignée opérée !

*Pour justifier malgré tout sa présence sur le territoire, LA POSTE a institué des partenariats avec les municipalités en créant les Agences postales Communales (APC) ; autrement dit une délégation de service public à la charge des communes. Ce qui va à l'encontre d'une véritable égalité de service, puisque naturellement les opérations effectuées en APC sont bien moindres que celles possibles en bureaux de poste « de plein exercice ».*

*La distribution du courrier a été aussi lourdement affectée par la réorganisation. Cette branche du service pos-*

*tal de base a été séparée de la ligne « guichet » et ainsi « sortie » des bureaux de poste. Le département a vu fleurir des centres courrier éloignés des centres villes et de la proximité en découlant. Cela a provoqué des regroupements de tournées avec les suppressions d'emplois que cela engendre ainsi qu'une qualité de service inacceptable.*

**S**igne du temps et conséquence de la mise sous filiales par la poste de pans entiers de ses métiers, la CGT PTT est devenue La CGT FAPT (fédération des activités postales et de télécommunications) ; ceci afin de prendre en compte les revendications de tous les salariés, et pas seulement des fonctionnaires. Notre syndicat départemental n'a pas échappé à cette règle et a dû s'adapter aux contraintes et particularismes d'une gestion privée du salariat. Cela a certes généré une remise en question de notre syndicalisme, mais a surtout permis un rajeunissement, gage de dynamisme, car le combat pour un service public de qualité sera toujours le fil rouge de notre action. Qu'il soit sous statut public ou contractuel, un militant CGT FAPT bourbonnais est avant tout un défenseur du service public postal, d'autant plus quand il défend son emploi, son salaire, son régime de retraite. C'est un tout, et cet état d'esprit n'est pas négociable.

**N**ous sommes en 2010 et notre syndicat départemental, nourri des conquêtes et luttes de nos aînés, n'a pas l'intention de baisser les bras. Nous pensons intimement que rien n'est inéluctable, rien n'est figé, rien n'est définitif.

*Bien sûr, le monde change, le syndicalisme aussi ; nous avec. Demeure toujours l'esprit de liberté, de fraternité, d'entraide qui caractérise la CGT. Reste en nous la volonté d'aller de l'avant pour plus de justice, d'égalité, de dignité. Le département de l'Allier mérite une Poste dynamique et fidèle aux valeurs républicaines, les postiers de l'Allier veulent vivre et travailler au pays, les usagers bourbonnais ont droit au service public comme tout un chacun ; c'est ce que défend la CGT FAPT Allier.*

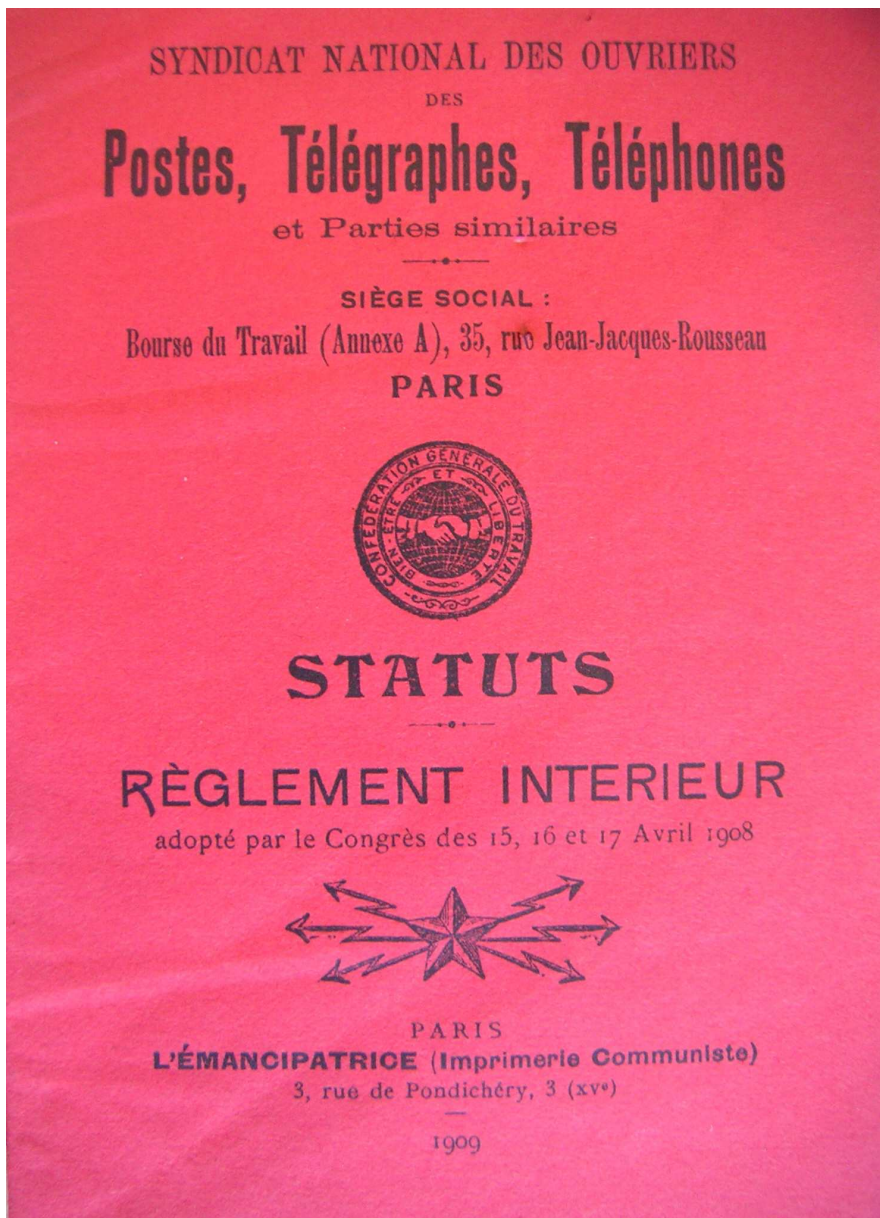
## « Contre l'Etat Patron »

# Les débuts du syndicalisme à la Poste

A Moulins, une section syndicale du Syndicat National des Ouvriers et Parties similaires des Employés des Postes et Télégraphes (section Allier) existe depuis 1899.

Nous en avons retrouvé les Statuts dans nos archives.

Elle participe à l'activité de l'Union Fédérative des Syndicats Ouvriers de Moulins (l'ancêtre de notre UL), au Congrès Confédéraux (Toulouse, 1910).



*Un rapport de la Préfecture, signé du 3 février 1911, indique que « le syndicat dont la date de création remonte à 1899 et dont le siège est 15 rue de la Fraternité à Moulins, n'a jamais fait de déclaration du bureau sous prétexte que le siège du syndicat est à Paris !!! »*

*Statut PTT 1909 - sources IHS 03.*

Si elle lutte comme les autres syndicats de la région pour l'amélioration des salaires, il existe des revendications plus spécifiques :

- ♦ obtention d'un Statut,
- ♦ droit de se syndiquer,
- ♦ refus de l'arbitraire de l'administration qui contrôle leur avancement et parfois la vie des agents.

En 1909, les postiers montrent leur détermination contre leur patron : l'Etat. Les postiers parisiens refusent de distribuer le courrier en mars.

Parti de Paris, le conflit gagne les villes de province et le 27 mars, ceux de Montluçon sont sur le point de se mettre en grève. Cette première grève est victorieuse.

Une deuxième grève éclate en mai car l'Etat, qui se révèle un patron dur, ne tient pas ses promesses. La CGT appelle à la Grève Générale pour soutenir les Postiers, mais elle échoue. Il n'empêche que ces mouvements sont considérés comme fondateurs du syndicalisme chez les Postiers.

Le syndicat moulinois s'en relève, en 1911, il compte toujours 19 adhérents. Son fonctionnement actif a même pour conséquence son renforcement :

- ♦ en 1914, ils sont 28 adhérents.

Les Secrétaires qui se succèdent ont pour noms : ALASSEUR puis FERRIER, pendant plusieurs années BELLOT en sera le trésorier.

*Affiche de la CGT  
du 8 avril 1909 -  
sources archives  
départementale de l'Allier*



# Les Lignes, solidaires

## avec le Peuple Espagnol



En 1939, chassés de leur pays par la victoire Franquiste, des milliers de réfugiés espagnols ont eu à vivre la « **RETIRADA** ». Cette date a été célébrée l'année dernière.

Mais depuis 1937, les femmes et les enfants fuyant la guerre civile les avaient précédés. Toute la CGT est au côté du Peuple Espagnol.

Sur convocation de l'UL de Moulins, les représentants de toutes les organisations antifascistes et républicaines sont réunies le 28 janvier 1937 pour constituer un Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne. Hubert JOANNIN secrétaire de l'UL s'écrit :

*« Nous devons héberger 100 gosses.*

*A 10 F par jour et par gosse, cela fait qu'il faut collecter au moins 1 000 F chaque jour.*

*Est-ce possible ? Oui !*

*A l'UL nous sommes 4 000 adhérents, cela fait 0,25 F par jour chacun.*

*Quel est le syndiqué qui n'aura pas cinq sous par jour pour les gosses de nos frères d'Espagne ? »*

Le 17 février, l'UL de Moulins engage ses syndicats à rechercher le placement chez l'habitant des Enfants, tout en reconnaissant que ce sera difficile.

L'UL se charge de trouver un secrétaire au Comité d'Accueil, c'est le camarade GUILLEMIN (Révision Foncière) qui est désigné, CLERC (Ponts et Chaussées) en sera le trésorier. Les jeunes filles des syndicats seront chargées de la collecte dans les rues.

Nous avons retrouvé, aux années 1937-1938, les traces de ce que fut cet élan de solidarité dans les syndicats et plus particulièrement dans celui des PTT.

Réunis à l'occasion de la journée nationale en faveur de l'Enfance Espagnole, le secrétaire propose qu'une certaine somme soit votée. Une collecte, jugée préférable, rapporte environ 100 F. (4 avril 1937).



BODIN lance un appel à la section pour que chacun se dévoue pour l'achat des vignettes destinées à venir en aide aux familles de nos camarades Postiers espagnols. (11 juillet)

BODIN donne lecture d'un ordre du jour pour protester contre l'expulsion des réfugiés femmes et enfants Espagnols et contre toutes les manœuvres fascistes.

## Le Syndicat :

- ◆ proteste avec la dernière énergie contre la comédie prolongée du Comité de non-intervention,
- ◆ demande l'ouverture des frontières en faveur du peuple républicain Espagnol voué au fascisme international avec l'encouragement du Gouvernement Français qui en fermant les frontières a commis un acte de forfaiture et une trahison contre un peuple Républicain décidé à ne pas laisser souiller son sol par la horde fasciste,
- ◆ assez de parolotes ! Des actes pour sauver ceux qui tout en se défendant, défendent notre sol contre l'envahisseur futur du fascisme,
- ◆ *Le passage en italiques a été biffé car supprimé lors de la réunion du 20 octobre.*
- ◆ *proteste également contre l'attitude du Député de Montluçon, Ministre de l'Intérieur DORMOY, pour l'interdiction de la réunion qui devait avoir lieu à Paris le mercredi 27 octobre pour la défense de l'Espagne Républicaine,*
- ◆ voue au mépris de la classe ouvrière du monde entier les fascistes employés du Central de Marseille pour leur acte de trahison qui fut la cause de l'assassinat cruel d'innocentes victimes,
- ◆ demande un jugement implacable pour un tel acte,
- ◆ salut le vaillant Peuple de l'Espagne Républicaine pour son héroïsme et sa stoïque attitude,
- ◆ adresse aux soldats des Brigades Internationales son salut fraternel. (6 novembre)

Nouvel appel à tous les camarades pour venir en aide aux familles et surtout aux enfants de nos camarades Républicains Espagnols. (28 novembre)

La section décide de prendre 2 timbres par syndiqués sur les timbres restants de 1937 pour venir en aide aux petits réfugiés Espagnols. (6 février 1938)

BODIN rappelle à la section de ne pas oublier les timbres mensuels de 2 F pour venir en aide aux enfants de Postiers hébergés par la Fédération Postale. (28 mai 1938)

Au congrès de l'UD des 1 et 2 octobre 1938, l'UL de Moulins dresse le bilan de l'action du Comité d'Accueil.

Nous avons :

*« envoyé aux Républicains Espagnols plus de 25 000F de vivre ou de vêtements. Diverses souscriptions furent faites dans les syndicats et des sommes très importantes nous sont parvenues. »*

Nous avons :

*« pris la décision d'héberger plusieurs enfants espagnols. Toutes les communes de notre département ont été touchées par une lettre leur demandant de bien vouloir nous aider dans notre tâche. Quelques municipalités nous ont envoyé des subventions. Malheureusement la plupart n'ont pas répondu à notre appel. »*

Sources : archives de l'IHS du Bourbonnais : La Voix du Peuple samedi 6 février 1937 ; Congrès de l'UD des 1 et 2 octobre 1938 ; Registre des Procès Verbaux du Syndicat des Ouvriers des Services Techniques des PTT de Moulins.

# Automne 74 : grève historique des PTT

A l'automne 1974, la Poste va vivre un de son plus important mouvement social. Depuis le début de l'année, les revendications sont claires et les syndicats ne sont pas pris au dépourvu lorsque éclate le conflit qui va durer cinq semaines. La combativité des employés de la Poste n'eut rien à envier à celle des ouvriers de l'industrie.

Pour eux, il s'agissait d'obtenir :

- une augmentation des salaires,
- l'augmentation des effectifs,
- la titularisation des auxiliaires,
- l'amélioration des conditions de travail.



Contre les atteintes au droit de grève  
20 novembre 1974

## Augmentation des salaires.

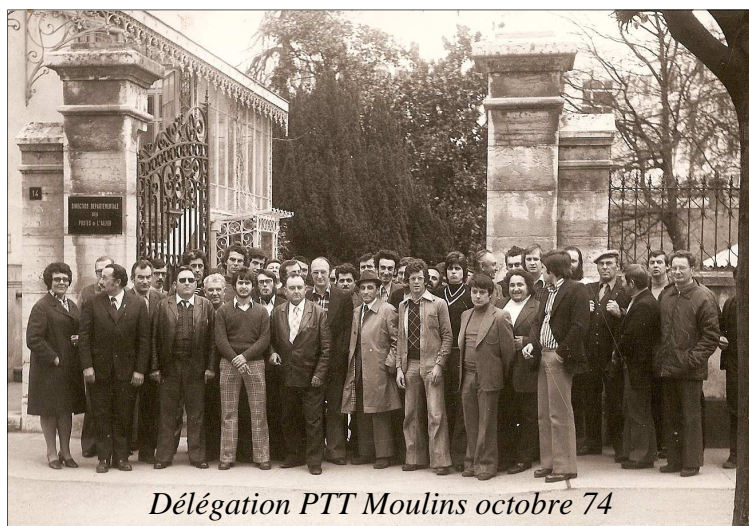
Sur ce point, le 14 mars 1974, les organisations syndicales CGT, CFDT et FEN avaient lancé une journée d'action dans les secteurs public et nationalisé. La politique de ces secteurs, relevant directement ou indirectement de l'Etat, s'était caractérisée par une baisse du pouvoir d'achat. Cette baisse est particulièrement sensible à la Poste où les salaires sont un vif sujet de mécontentement.

Pour Guy OLIVIER <sup>1</sup>, c'est sur ce problème :

*« que se cristallisa surtout l'intransigeance gouvernementale, se retranchant derrière les conventions salariales de la Fonction Publique. Là, nous devons mesurer toute la nocivité de la signature de cette convention nettement insuffisante, par FO et la FEN notamment. »*

A l'époque, la CGT et la CFDT agissent encore dans le cadre de l'unité syndicale et demandent l'ouverture des négociations.

La FEN participe à toutes les actions unitaires et affiche avec détermination sa solidarité avec les postiers.



<sup>1</sup> - Membre du Secrétariat Départemental, CGT PTT Allier.

Par contre FO, signataire des accords salariaux dans la Fonction Publique, est en marge du mouvement. Le syndicat, au niveau national et local, tente de freiner la montée générale des luttes. Pour faire oublier son « habituelle » signature, il utilisera le thème tant de fois ressassé de la politisation du mouvement. C'est ainsi que l'UD FO n'appellera pas à participer à la journée du 19 novembre :

« FO considère que la globalisation des mouvements les fait déborder de leur cadre professionnel et donne aux conflits sociaux un caractère politique auquel Force Ouvrière ne veut pas souscrire. »

A la fin du conflit Guy OLIVIER nous livre, pour la CGT, son analyse :

« Dès le départ le personnel des PTT a compris que la lutte qu'il entamait serait longue, difficile. D'ailleurs dans les assemblées qui précédèrent le déclenchement de la grève nous l'avions dit clairement. Dès le départ aussi cette grève fut caractérisée par une profonde combativité, une grande détermination, un grand désir d'unité, mais surtout un grand esprit de responsabilité. Les assemblées journalières rassemblant les grévistes étaient suivies pratiquement par tous et toutes, et se déroulèrent avec un esprit démocratique remarquable... certains d'entre eux ont bien compris le rôle joué par notre CGT puisque sept sont venus, en adhérant, grossir nos rangs. »

## *Augmentation des effectifs, titularisation des auxiliaires, amélioration des conditions de travail.*

En ce qui concerne ces trois dernières revendications, il est nécessaire de rappeler que la Poste vivait depuis de nombreuses années de profondes mutations surtout dans les Centres de tri. C'est d'ailleurs à partir d'eux que le conflit va démarrer <sup>2</sup>.

Le Gouvernement voulait « ménager » les deniers publics en réalisant une « organisation économique ».

Les trois quarts des dépenses de l'administration PTT sont des dépenses de personnel. Or le tri est réalisé à la main et les salaires représentent une part importante des dépenses du budget de la Poste. De 1950 à 1970, le trafic du courrier a été multiplié par deux mais les effectifs ont seulement augmenté de 50%. Les cadences s'accroissent, la productivité est de plus en plus élevée, c'est le règne du Taylorisme, chronométrage, pointage, discipline, pression des petits chefs d'où les revendications sur les conditions de travail et l'augmentation des effectifs.

L'administration a pour projet, la mécanisation du tri mais dans un premier temps sa mise en place nécessite une mobilisation importante en hommes. Les auxiliaires deviennent donc une variable d'ajustement : une fois la mécanisation réalisée, il ne restera plus qu'à se débarrasser d'eux !!!

L'emploi des auxiliaires permet à la Poste de redéployer plus facilement le personnel et de répondre ainsi aux variations saisonnières, aux variations des départs des fourgons postaux, des trains, des avions... Dans certains cas, en deux heures seulement, il faut écouler des dizaines de milliers de lettres, la CGT parle de surexploitation.

Dernier point l'orientation commerciale du service postal. C'est à cette époque qu'apparaissent aussi les impératifs de rentabilité dans le secteur public.



<sup>2</sup> - Le 17 octobre, c'est le centre de tri de la gare de Lyon qui se met le premier en grève.



Soutien aux Postiers en grève 13 novembre 1974

« C'est le marché, et non l'Etat qui doit orienter les options principales. »<sup>3</sup>

L'administration des PTT tend alors à développer son action commerciale vers les usagers : l'offre de service proposée aux usagers commence à se diversifier. La direction innove en mettant en place un service de Courrier d'Entreprise à Distribution Exceptionnel, le CEDEX. Les bénéficiaires de ce service sont les entreprises qui peuvent retirer leur courrier ordinaire 24 heures sur 24, dimanche et jours fériés compris.

La CGT qui récuse la notion même de concurrence conteste la priorité « absolue » donnée au tri des correspondances « CEDEX ».

## *Ne pas se couper de l'opinion publique*

MATHIEU, CGT PTT Moulins<sup>4</sup> :

*« la politique du gouvernement vise à faire supporter aux travailleurs et aux postiers la crise économique et l'inflation et que cette politique se traduisait par un budget PTT de misère qui ne permettra en aucune façon de régler les problèmes d'effectifs, catégoriels, indemnitaires et autres, alors que les usagers subissent une lourde augmentation de la franchise postale.*

*Les services craquent de partout, dit-il, le courrier s'accumule dans les centres de tri, des tournées de facteurs ne sont plus assurées par manque d'effectifs, et pour régler ce grave problème, l'administration trouve la solution facile : la deuxième distribution, celle de l'après midi sera supprimée dans les villes de 50 000 habitants.*

*Les files d'attente aux guichets se font de plus en plus longues...*

*...gouvernement et administration favorisent et facilitent la pénétration des trusts du téléphone et sociétés financières, ce qui, dans un délai plus ou moins rapproché, permettra au pouvoir de remettre en cause la notion de service publics PTT et de porter atteinte aux garanties statutaires des postiers pour amorcer leur défonctionnarisation... »*

## *En guise de conclusion*

La longueur du conflit, sa force, sa puissance s'expliquent donc également par une profonde crise morale qui touche les employés attachés au service public :

- remise en cause du principe d'égalité de l'ensemble des usagers et du moindre privilège accordés à la lettre,
- remise en cause de l'idéal postier, de la perte de la notion du travail bien fait avec la détérioration des délais d'acheminement des lettres,
- sentiment de dévalorisation du métier conséquence de l'orientation commerciale du service postal.

Les indicateurs socio-économiques ne furent donc pas les seuls éléments attestant de son apparition. On peut distinguer des actions de défense liées aux intérêts individuels menacés par la perte d'avantages sociaux tels que le statut de fonctionnaire des actions de défense liées aux intérêts collectifs comme l'abandon d'une conception de service public basée sur l'égalité de traitement des usagers.

Enfin, n'en déplaise à certain, ce conflit a bien été l'expression d'une lutte des classes s'efforçant de réduire l'antagonisme entre l'Etat patron et les employés.



« A Moulins, plus de 2 000 personnes manifestent le 19 nov. aux cris de : « Postiers, usagers, solidarité » - « Du fric, pas des flics » Slogans relevés par les journalistes de La Montagne et du Journal du Centre.

*Jean-Noël DUTHEIL.*

<sup>3</sup> - Nora, 1968.

<sup>4</sup> - Intervention au meeting de soutien aux postiers en grève, 16 novembre 1974.

Toutes les photos sont issues de la photothèque de l'IHS du 03.